La sécurité économique à l'abri de la géopolitique?

FORUM DES 100
LE TEMPS

Rapport sur le produit intérieur brut (PIB) romand, 27 octobre 2026

BCF BCGE BCJ BCN BCVS BCV

INTRODUCTION

Un indicateur essentiel

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure la plus communément utilisée pour exprimer le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également des estimations des PIB cantonaux, qui ne donnent toutefois qu'un aperçu limité de l'évolution au sein des secteurs d'activité et ne couvrent à l'heure actuelle que les années 2008 à 2024. Pour sa part, le PIB romand comprend des valeurs historiques qui remontent jusqu'à 1997, une mesure de l'activité dans 13 groupes de branches ainsi que des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Il est publié depuis 2008 par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100 du quotidien *Le Temps*. Le PIB romand est calculé selon une méthode rigoureuse et transparente par l'Institut Quantitas pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO.

Le PIB romand pour 2025 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2026 et pour 2027 ont été calculés en octobre 2026. En voici les points essentiels:

En 2025, la Suisse romande a affiché

- une hausse du PIB de 2,2% en termes réels (corrigés de l'inflation)
- une hausse de son PIB légèrement plus élevée que celle de l'ensemble de la Suisse (1,8%)
- une croissance proche de la moyenne des dix dernières années (2,1%)
- une dynamique robuste dans un environnement chahuté

En 2026, la Suisse romande devrait

- voir son PIB progresser à un rythme de 1,9%
- afficher une hausse proche de celle du PIB suisse (1,7%)
- être confrontée à une forte incertitude, en lien notamment avec la situation géopolitique et l'évolution des politiques commerciales

En 2027, la Suisse romande devrait

- connaître une décélération de la croissance à 1,5%
- afficher une hausse similaire à celle du PIB suisse (1,6%)
- potentiellement continuer de faire face à une forte incertitude

Dans le texte et les graphiques de ce document, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est l'Institut Quantitas/HES-SO. Les données relatives à la croissance suisse proviennent du Seco et de l'OFS. Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse pour des raisons comptables mais sans effet sur la conjoncture. D'autres données proviennent du Seco, de l'OFS, de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF), ainsi que d'organisations internationales: Organisation des Nations unies (ONU), Fonds monétaire international (FMI) ou Banque mondiale (BM).

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

La croissance résiste

*Prévisions

Sources: Quantitas/HES-SO, OFS, Seco, FMI

Croissance réelle en	2025	2026*	2027*
Suisse romande	**2,2%**	**1,9%**	**1,5%**
Suisse	1,8%	1,7%	1,6%
Zone euro	1,2%	1,1%	1,2%
Monde	3,5%	3,1%	3,4%

De surprise en surprise, à un rythme toujours plus soutenu: l'année 2025 avait déjà été marquée par le choc de la nouvelle politique commerciale des États-Unis, avec l'introduction de droits de douane plus ou moins élevés en fonction des pays et des catégories de marchandises, et variant au gré des accords. L'année 2026 a vu la base juridique d'une partie de ces taxes invalidée par la Cour suprême des États-Unis et l'introduction de nouveaux droits fondés sur d'autres bases juridiques. De plus, un nouveau conflit s'est ouvert au Moyen-Orient, entraînant une hausse des prix de l'énergie et de certains produits de base.

L'activité a bénéficié en 2025 du soutien des exportations visant à alimenter les stocks aux États-Unis en anticipation de l'introduction de mesures protectionnistes; à 2,2%, la croissance romande a été proche de la moyenne des dix dernières années (2,1%), selon les estimations de l'Institut Quantitas/HES-SO. L'activité reste dynamique en 2026, avec une croissance attendue à 1,9%. Un ralentissement se dessine pour 2027, avec une croissance de 1,5%. Cette évolution est similaire à celle que connaît le pays dans son ensemble, d'après les prévisions du Secrétariat d'État à l'économie (Seco): une croissance qui passerait de 1,8% l'an dernier à 1,7% cette année et à 1,6% l'an prochain. Elle s'inscrit dans un environnement international peu dynamique, avec une croissance mondiale qui se replie de 3,5% en 2025 à 3,1% en 2026, puis remonterait à 3,4% en 2027, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI).

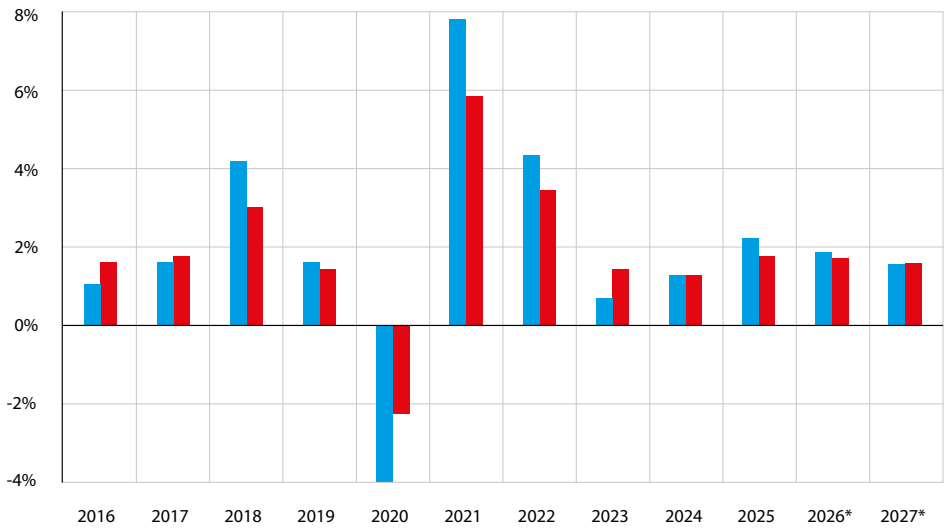
Ces prévisions doivent être considérées avec prudence, tant le degré d'incertitude est élevé. Parmi les foyers de tensions géopolitiques, le conflit au Moyen-Orient restait ouvert à l'heure d'écrire ces lignes, avec ses conséquences sur les prix de l'énergie et de produits de base, ainsi que sur l'inflation. Cette dernière, l'endettement et les coûts d'emprunt de certains pays de même que le financement des investissements dans l'intelligence artificielle font également partie des points d'attention. L'évolution de la politique commerciale des États-Unis, du niveau des droits de douane ou de leur périmètre d'application est aussi difficile à anticiper.

Par contre, la devise helvétique a échappé à une forte appréciation. L'euro est resté relativement stable par rapport au franc avant de fléchir en automne, alors que le dollar s'est apprécié de quelque 3% depuis le début de l'année. De plus, les exportations se portent relativement bien, malgré un léger repli par rapport à 2025. En outre, la demande domestique est robuste. Le taux de chômage, même s'il est remonté depuis ses plus bas de 2023, demeure contenu par rapport à ses plus hauts de ces dernières décennies: 3,0% en septembre en Suisse et 4,3% en Suisse romande. L'inflation est modérée, à 1,0% en rythme annuel en septembre, de même que les taux d'intérêt: bien qu'en légère progression depuis le printemps, le rendement des obligations à 10 ans de la Confédération reste sous la barre de 1%, tandis que le taux directeur de la Banque nationale suisse (BNS) est à 0% depuis juin 2025.

Évolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

Suisse romande
Suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2020), le PIB romand est passé de 193,7 milliards de francs en 2024 à 198,0 milliards en 2025 et, en données nominales, de 209,0 milliards à 215,3 milliards, selon les estimations établies par l'Institut Quantitas pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO. La comparaison de la croissance romande avec celle de la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du siècle, bien que l'écart se soit resserré depuis la crise économique et financière.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande pèse davantage dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième de point de pourcentage par année, mais la tendance est régulière. Sur vingt ans, de 2006 à 2025, ce poids est passé de 22,8% à 26,4%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée progresser au même rythme en Suisse romande que sur le plan national (+0,8% en moyenne par an). Dans le secondaire (+3,1%) et le tertiaire (+1,8%) romands, les taux de croissance annuels ont été plus élevés que la moyenne nationale (+2,4% et +1,7%, respectivement).

Les économies romande et suisse ont des structures similaires: environ trois quarts de tertiaire, un quart de secondaire et un pour cent de primaire. Il y a cependant des nuances: une industrie des machines et horlogère, des services publics et parapublics ainsi qu'une branche du commerce un peu plus présents qu'en moyenne nationale. Par contre, le poids de la chimie-pharma et des services financiers est un peu plus bas que dans l'ensemble de la Suisse.

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2016-2025 centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**0,9%**
Secteur secondaire	**25,0%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	7,6%
Machines, instruments, horlogerie	8,1%
Production et distr. d'électricité et d'eau	1,8%
Construction	4,7%
Secteur tertiaire	**74,1%**
Commerce de gros et de détail, réparations	16,1%
Hôtellerie-restauration	2,0%
Transports, postes, télécoms, édition	4,8%
Activités financières et assurances	7,6%
Activités immobilières, services aux entreprises	20,6%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,3%
Autres	0,8%

Perspectives contrastées d'une branche à une autre

L'année 2025 a été marquée par la mise en œuvre de la nouvelle politique commerciale des États-Unis. L'effet a toutefois été décalé et relativisé par des exceptions: les stocks outre-Atlantique ont été alimentés avant l'introduction de droits de douane, alors qu'une activité importante pour la Suisse et la Suisse romande, l'industrie pharmaceutique, a été exemptée. De plus, le dollar s'est déprécié de plus de 10%, compliquant la tâche des entreprises exportatrices. Quant aux activités de service, elles ont globalement continué de bénéficier d'une demande intérieure robuste. In fine, la plupart des branches ont vu leur activité progresser.

Pour cette année, le niveau d'incertitude est très élevé, en raison de la situation géopolitique, du conflit au Moyen-Orient et de ses répercussions sur les prix de l'énergie et l'inflation, ainsi que des inconnues concernant l'évolution de la politique commerciale américaine ou les effets de l'endettement de certains pays. En revanche, le franc est resté stable contre l'euro et s'est déprécié face au dollar, alors que les perspectives restent bonnes en ce qui concerne la demande intérieure. Ce contexte est globalement favorable pour les branches du secondaire comme du tertiaire.

Les prévisions sont à considérer avec prudence, l'économie mondiale étant confrontée à une forte incertitude. L'an prochain, le manque d'élan de cette dernière devrait se traduire par un tassement de l'activité dans la plupart des domaines. Les perspectives varient toutefois d'une branche à l'autre.

Évolutions et tendances pour les principales branches

	Évolutions sectorielles 2025	Tendances sectorielles 2026	Tendances sectorielles 2027
>2,5%	Secteur primaire Activités financières et assurances Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie… Commerce de gros et de détail, réparation… Construction	Machines, instruments, horlogerie… Activités financières et assurances Hôtellerie et restauration Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie… Construction	Machines, instruments, horlogerie… Activités immobilières, services aux entreprises…
1,6% à 2,5%	Transports, postes et télécommunications, édition Administration publique, santé, éducation, sports...	Alimentation, textile, cuir, bois, papier Administration publique, santé, éducation, sports...	Administration publique, santé, éducation, sports...
0,1% à 1,5%	Machines, instruments, horlogerie… Hôtellerie et restauration Alimentation, textile, cuir, bois, papier	Activités immobilières, services aux entreprises… Commerce de gros et de détail, réparation…	Commerce de gros et de détail, réparation… Secteur primaire Activités financières et assurances
<0%	Activités immobilières, services aux entreprises… Production et distribution d'électricité et d'eau	Production et distribution d'électricité et d'eau Secteur primaire Transports, postes et télécommunications, édition	Transports, postes et télécommunications, édition Hôtellerie et restauration Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie… Alimentation, textile, cuir, bois, papier Production et distribution d'électricité et d'eau Construction

Sources: OFS, Seco, Quantitas/HES-SO

LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE À L'ABRI DE LA GÉOPOLITIQUE?

Le retour des vieilles recettes protectionnistes

Barrières commerciales, droits de douane, restrictions à l'exportation, etc.; après plusieurs décennies de développement du libre-échange, des États adoptent à nouveau ouvertement de vieilles recettes pour tenir la concurrence à distance. Le retour sur l'avant-scène de la géopolitique n'est pas la seule transformation que connaît l'économie mondiale: émergence de nouvelles puissances, notamment en Asie, mais aussi progrès de la numérisation et de l'intelligence artificielle ou montée des cybermenaces.

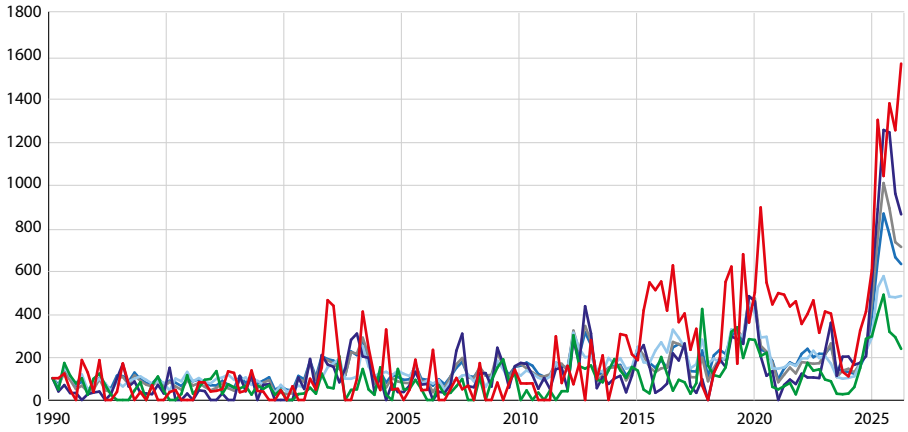
Pour les économies romande et suisse, ces évolutions posent la question de la sécurité de l'accès aux marchés, mais aussi de celle des chaînes d'approvisionnement et, plus généralement, de la «sécurité économique», un concept figurant également dans les rapports sur la politique de sécurité et la politique économique extérieure de la Confédération. Petites, sans grand marché intérieur et pratiquement dépourvues de ressources naturelles, elles doivent leur prospérité à leur capacité d'innovation et à leur ouverture. Le contexte actuel compromet-il la sécurité de notre économie? Rien ne permet de l'affirmer: malgré un degré d'incertitude très élevé, la croissance reste robuste. Cette édition de l'étude sur le PIB romand vise cependant à mettre cette question en perspective.

Indice d'incertitude

- Suisse
- Allemagne
- États-Unis
- Europe
- Économies avancées
- Monde

Nombre de mentions du concept d'incertitude dans les rapports trimestriels par pays de l'Economist Intelligence Unit. Indices, 1er trimestre 1990 = 100

Source: World Uncertainty Index



«Quand l'Allemagne s'enrhume, la Suisse tousse»

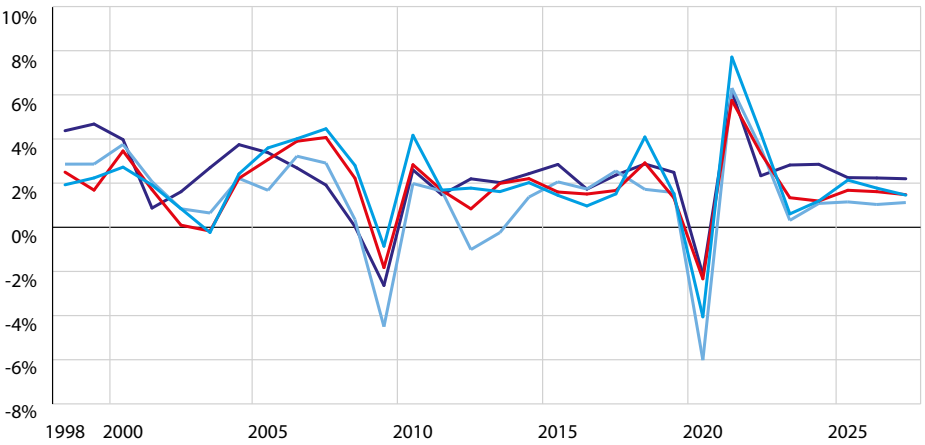
Signe de l'ouverture de l'économie suisse et de son importance pour la prospérité de notre pays, les relations qu'elle entretient avec d'autres pays, en particulier avec l'Allemagne, font l'objet de formules consacrées. Bien que notre grand voisin du nord ne soit plus aussi important dans les échanges qu'il y a une décennie, la zone euro reste notre principal partenaire, soit le premier débouché des exportations. D'ailleurs, les croissances romande et suisse sont très corrélées à celle de la zone euro. En quelque sorte, quand cette dernière s'enrhume, nous toussons.

L'importance des États-Unis, devenus au fil des ans le troisième partenaire commercial de la Suisse romande (deuxième pour la Suisse), se retrouve également dans une corrélation élevée entre les rythmes de croissance; dans ce cas, le rapport est cependant légèrement moins étroit qu'avec la zone euro. Une relation similaire existe aussi avec la croissance chinoise, principale économie d'Asie, continent qui est le deuxième partenaire de la Suisse romande (troisième de la Suisse). Pour notre pays et notre région, la gestion des relations, des débouchés et des approvisionnements est un facteur important de sécurité économique.

Croissance annuelle du PIB entre 1998 et 2025

- Suisse romande
- Suisse
- Zone euro
- États-Unis

Sources: FMI, OFS, Seco, Quantitas/HES-SO



Le franc, l'euro et le dollar

Les liens économiques avec la zone euro et les États-Unis sont aussi influencés par leurs devises. Ou, plus précisément, la croissance des PIB suisse et romand est corrélée à l'évolution du cours de l'euro et du dollar face au franc. En effet, la situation sur le marché des changes agit sur la compétitivité-prix des produits suisses et romands. En termes réels, c'est-à-dire corrigés des différentiels d'inflation, le franc est resté relativement stable par rapport aux autres devises ces dernières années. En revanche, l'appréciation est claire en valeur nominale. Si la première met en perspective l'évolution sur le long terme, la deuxième est pertinente à court terme: les budgets des entreprises ou les prix sont formulés en termes nominaux.

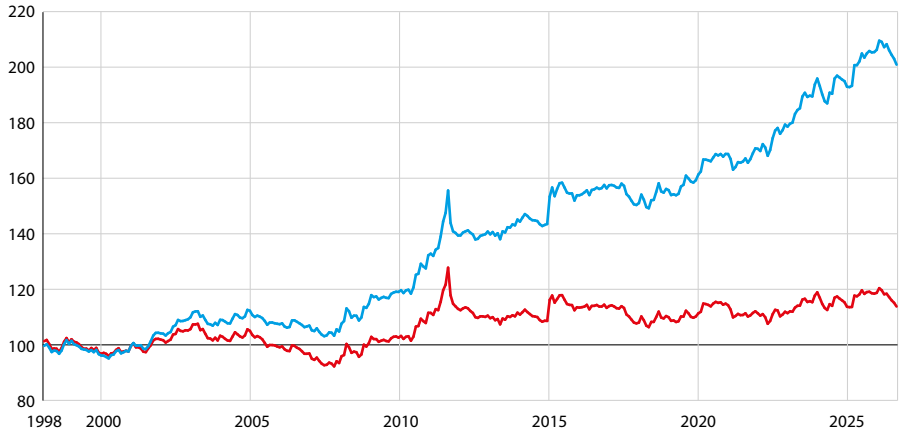
À côté des devises, un autre facteur a un effet notable sur la conjoncture, l'évolution du prix du baril de pétrole Brent. D'un côté, la Suisse romande et la Suisse sont moins dépendantes des énergies fossiles, mais, de l'autre, comme elles sont très exportatrices, elles ressentent les effets de la hausse des tarifs de l'énergie chez leurs partenaires, souvent plus dépendants. Une hausse du prix du baril renchérit les coûts de production et de transport, et freine l'activité.

Indices de cours de change pondérés des échanges

Nominal
Réel

Indices, décembre 2000 = 100

Source: Banque nationale suisse



Une ouverture avec des nuances

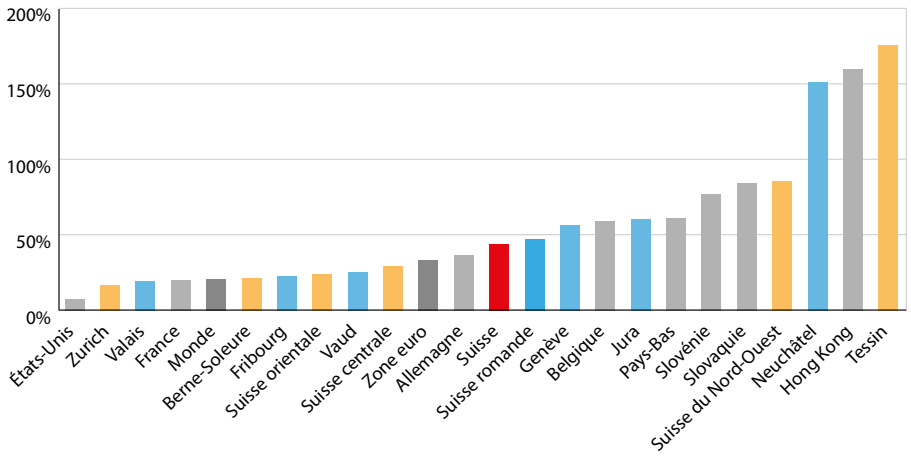
La mise en perspective des données – plus précisément du rapport entre les exportations et le PIB, utilisé ici comme indice d'ouverture – donne une vision plus nuancée de la sensibilité des économies romande et suisse à la demande mondiale. Ainsi, leur degré d'ouverture élevé, supérieur à celui de la plupart des économies industrialisées, s'explique notamment par les contributions du Tessin et de ses fonderies de métaux précieux, de la Suisse du Nord-Ouest et de sa chimie-pharma ainsi que de Neuchâtel et de son industrie, également active dans la chimie-pharma et les métaux précieux. Leurs exportations rapportées à leur PIB sont proches du chiffre de Hong Kong, record au niveau des territoires considérés dans leur ensemble.

Après le Tessin et la Suisse du Nord-Ouest, la Suisse romande est la troisième région du pays en termes d'ouverture, avec un indice proche de la moyenne nationale. Sur le plan cantonal, Genève et le Jura présentent des indices plus élevés, mais sans constituer des exceptions. À l'inverse, Fribourg, Vaud et le Valais sont proches de la moyenne ou au-dessous. Cela rappelle qu'il ne faut pas oublier le marché intérieur, qui agit comme un stabilisateur face à la volatilité du contexte mondial.

Exportations de marchandises en pour cent du PIB

Pour une sélection de pays ou de régions, moyenne 2016-2025

Sources: ONU, FMI, OFDF, OFS, Seco, Quantitas/HES-SO, propres calculs



Pas tous les œufs dans le même panier

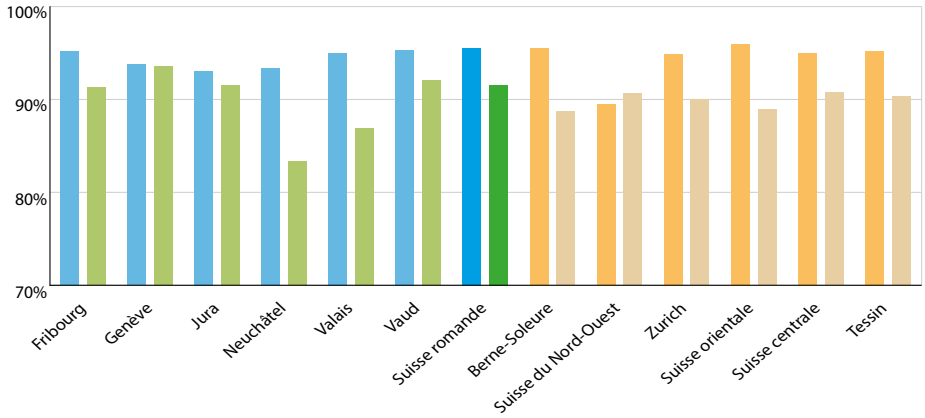
L'une des forces de la Suisse et de la Suisse romande réside dans la diversification de leur économie. La note de la Suisse à divers indices de complexité ou de diversité économique fait partie des plus élevées: deuxième selon des indices de complexité développés à l'Université Harvard ou dans le cadre de l'Observatoire de la complexité économique (projet issu d'une thèse à l'Institut de technologie du Massachusetts - MIT) ou dans le top 10 de l'indice de diversification économique de l'École de gouvernement Mohammed bin Rashid aux Émirats arabes unis. La diversification permet à une économie de mieux encaisser certains chocs, la baisse de régime des branches touchées étant compensée par la hausse d'autres.

Au sein des régions suisses, aux côtés de la Suisse orientale, la Suisse romande se distingue par sa diversification, tant au niveau de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches que de celui de ses exportations. À l'autre extrémité se trouve la Suisse du Nord-Ouest, caractérisée par le poids très important de la chimie-pharma dans son tissu d'entreprises et ses exportations. De même, les indices de diversification de Neuchâtel ou du Valais sont un peu en retrait sur le plan des exportations, en raison de la nature particulière de leur production (produits métalliques et chimie-pharma, notamment).

Indices de diversification

Gauche: valeur ajoutée
Droite: exportations

Sources: OFDF, OFS, Seco, Quantitas/HES-SO, propres calculs



L'importance de la demande intérieure

La diversification ne concerne pas que les branches tournées vers les marchés étrangers, mais l'ensemble du tissu économique. Les branches sensibles à la conjoncture internationale représentent un peu plus de la moitié du PIB romand (52,6% en moyenne entre 2016 et 2025). De plus, si certaines y sont directement exposées, comme l'industrie manufacturière, d'autres le sont moins, comme les services financiers. Près d'un quart des branches (23,4%) sont sensibles à la conjoncture domestique, par exemple la construction ou certaines activités de services. Enfin, un autre quart (24,0%) est peu sensible à la conjoncture, en particulier le secteur primaire ainsi que les services publics et parapublics.

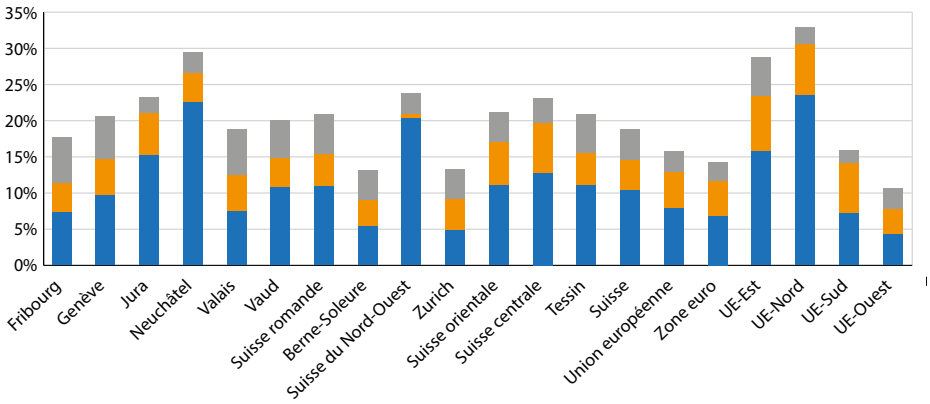
En termes d'emplois en équivalents plein temps, la part des branches sensibles à la conjoncture internationale est plus basse (43,6% contre 52,6%) et celle des autres élevée (56,4% contre 47,4%). Cela illustre l'importance du marché intérieur, dont la stabilité compense les fluctuations des activités sensibles à la conjoncture internationale. Ainsi, les économies suisse et romande se sont montrées résistantes ces deux dernières décennies face à de nombreuses crises, telles que la grande crise financière mondiale, la crise de la zone euro, l'abandon du cours plancher, la pandémie de Covid-19 ou le virage de la politique commerciale américaine.

Contribution à la croissance du PIB

Croissance cumulée entre 2016 et 2025

- Branches tournées vers la demande étrangère
- Branches tournées vers la demande domestique
- Branches peu sensibles à la conjoncture

Sources: OFS, Seco, Quantitas/HES-SO, Eurostat, propres calculs



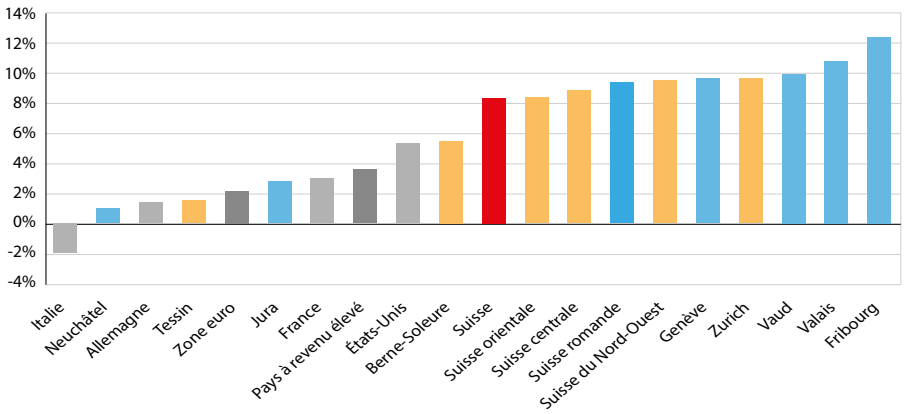
Dynamique démographique et besoin de main-d'œuvre

Miroir de la dynamique économique romande: sa démographie. Avec une population en hausse de près de 10% entre 2016 et 2025, elle affiche une croissance nettement supérieure à celle d'autres économies avancées. Dans un contexte de natalité basse, cette dynamique démographique a surtout été alimentée par l'immigration. De plus, elle s'est quelque peu modérée en comparaison avec la période 2006-2015.

Sur fond de chômage relativement bas, malgré une légère remontée récente, la hausse de la population a reflété le besoin de main-d'œuvre et atténué le problème des places vacantes. Elle a aussi soutenu la consommation ou la construction de logements et contribué à la robustesse du marché intérieur. Cette dynamique démographique n'est toutefois pas exempte de défis. Elle met notamment en évidence la difficulté d'adapter suffisamment rapidement les infrastructures et l'offre de logements, générant ainsi des tensions dans ces deux domaines.

Évolution de la population entre 2016 et 2025

Sources: BM, OFS



Bonne santé des finances publiques

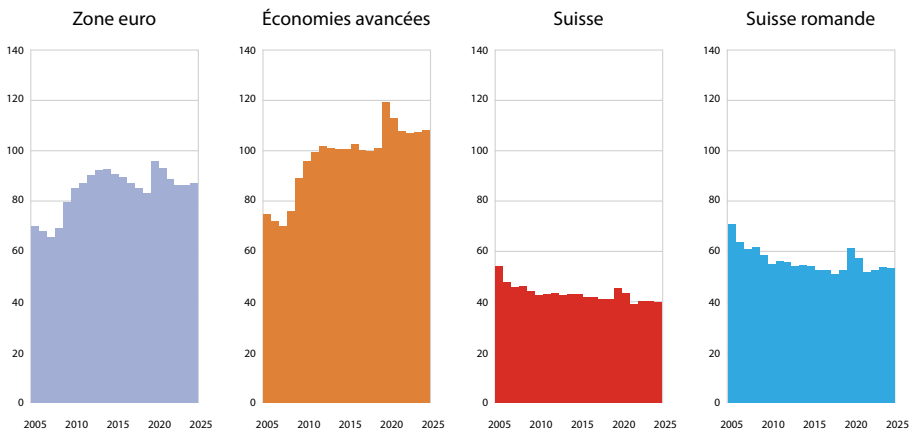
Une autre source de sécurité économique réside dans les qualités traditionnelles du pays, telles que la sécurité juridique, la stabilité politique, le bon niveau de formation ainsi que des finances publiques globalement saines. Alors que la question de l'endettement élevé de certains pays revient au premier plan, la Suisse et la Suisse romande continuent de se distinguer par des endettements publics très bas en comparaison internationale. Les crises des subprimes et du Covid-19, ainsi que les difficultés à équilibrer les budgets, ont malmené les finances publiques de nombreux pays, tandis que l'impact a été limité en Suisse et en Suisse romande, même si les débats budgétaires peuvent aussi y être animés. Ce faible endettement résume en quelque sorte plusieurs qualités qui contribuent à la solidité de la Suisse et qui constituent des facteurs de sécurité pour son économie.

Évolution de l'endettement public entre 2005 et 2025

Endettement public
en pour cent du PIB

Note: dette de la Suisse romande estimée sur une base comparable, cantons et communes avec imputation d'une part de la dette de la Confédération au prorata de la population.

Sources: FMI, Administration fédérale des finances, OFS, Seco, Quantitas/HES-SO, propres calculs



La sécurité économique face à la géopolitique: fondamentaux favorables

La Suisse n'est pas une grande puissance, mais elle n'est pas dépourvue d'atouts. Diverses études se sont penchées sur les raisons de son succès. En résumé, il s'agit d'une conjonction de facteurs, réunissant son système politique et le fédéralisme, la stabilité et la sécurité juridique ainsi que, en l'absence d'un grand marché intérieur, l'impératif d'innover et de s'imposer dans des niches à haute valeur ajoutée sur les marchés internationaux. La Suisse et, avec elle, la Suisse romande doivent une partie de leur succès au fait qu'elles savent proposer au monde des produits dont il a besoin, de qualité et pas aisément remplaçables pour une partie d'entre eux. Cela leur permet de capter une part de la croissance mondiale.

La liste des facteurs fondamentaux favorables ne s'arrête pas là. En font aussi partie le bas niveau d'endettement, l'inflation faible, bien en dessous du seuil de 2% défini comme limite pour la stabilité des prix, le chômage contenu, la flexibilité du marché du travail, l'immigration de profils qualifiés, l'orientation générale favorable à la concurrence ainsi que la qualité de l'éducation, de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Il ne s'agit pas d'assurances tous risques, de garanties de pérennité ou de moyens d'échapper aux évolutions de fond de l'économie mondiale. Des activités ont souffert des crises précédentes, ont changé de visage ou ont migré dans d'autres régions pour des raisons de coûts ou de cherté du franc. Cependant, les conditions-cadres sont des facteurs essentiels pour la sécurité économique et les préserver est dans l'intérêt du pays comme de celui de la région.

Nos chers voisins – Accès aux marchés

Pour des économies ouvertes comme la Suisse et la Suisse romande, l'accès aux marchés est un facteur clé des conditions-cadres. Cela requiert de s'entendre avec un ou plusieurs partenaires, d'entretenir de bonnes relations et de cultiver un cadre juridique approprié. À ce titre, le pays a conclu 35 accords de libre-échange avec quelque 45 partenaires. Le plus important est celui signé avec l'Union européenne, principal partenaire économique et plus proche voisin. Cet accord s'inscrit dans le cadre plus large des accords bilatéraux, qui facilite aussi l'accès au marché unique notamment par la levée des obstacles techniques au commerce.

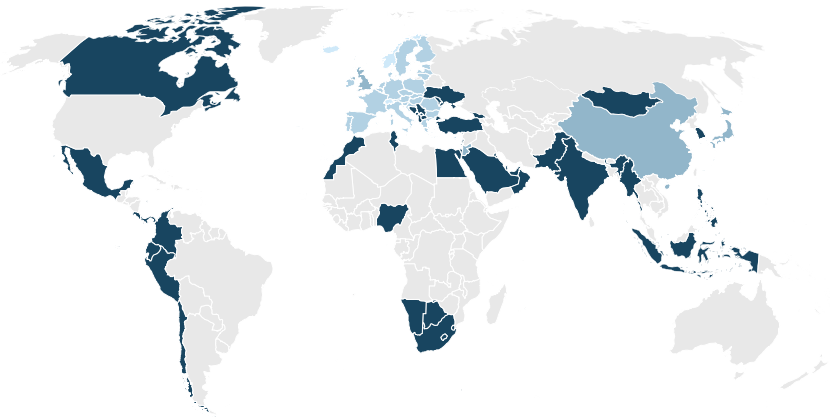
Ces dernières années, le pays est parvenu à signer, dans le cadre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui comprend aussi l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, des accords qui ouvrent de nouveaux horizons, avec l'Indonésie ou l'Inde. Défricher de nouveaux marchés n'est pas simple pour les entreprises et les accords comprennent aussi des contreparties, qui ouvrent notamment le marché suisse à des concurrents étrangers; cela provoque des résistances. Cependant, dans un monde où certains marchés deviennent moins accessibles, notre économie a besoin de soigner les relations avec les partenaires qui restent ouverts.

Partenaires de libre-échange de la Suisse

- Accords de libre-échange et déclarations de coopération
- Accords de libre-échange (bilatéraux)
- Association économique de libre-échange
- Union européenne

Accords en vigueur.

Sources: OFDF, Seco



Climat et autres facteurs

La sécurité économique dépend aussi de facteurs sur lesquels les États, en tout cas individuellement, n'ont que peu ou pas d'impact. L'été 2026, très chaud et très sec, en a été un exemple. La baisse du niveau du Rhin en raison du manque de précipitations a entravé la navigation des bateaux acheminant des produits pétroliers en Suisse, contribuant à perturber l'approvisionnement et à renforcer la hausse des prix de l'énergie provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Cela illustre que le réchauffement climatique est aussi un facteur macroéconomique. Les perturbations à large échelle observées dans d'autres pays à la suite de feux de forêt ou d'inondations en sont d'autres manifestations. Réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que prendre des mesures pour s'adapter aux changements climatiques et à leurs conséquences sont également des facteurs de sécurité économique.

Un autre facteur réside dans les changements technologiques. Les exemples d'entreprises ou de régions qui se sont développées dans un domaine avant de perdre leur prospérité en raison de changements fondamentaux sont nombreux. Parmi les causes figurent les évolutions technologiques. Il peut s'agir d'innovations de rupture, telles que le développement des technologies numériques qui a marginalisé ou fait disparaître, entre autres, la photographie argentique ou la musique sur support physique. Des progrès au niveau de la productivité, par exemple dans divers domaines de l'industrie manufacturière, ont aussi permis à des entreprises ou des régions d'émerger, au détriment de celles qui ne se sont pas adaptées assez rapidement. Sans grand marché intérieur ni abondance de ressources naturelles, la Suisse et la Suisse romande ont été forcées de s'adapter aux changements. Continuer à le faire n'est pas simplement une bonne pratique, c'est une autre condition de leur sécurité économique.

Accès à la technologie

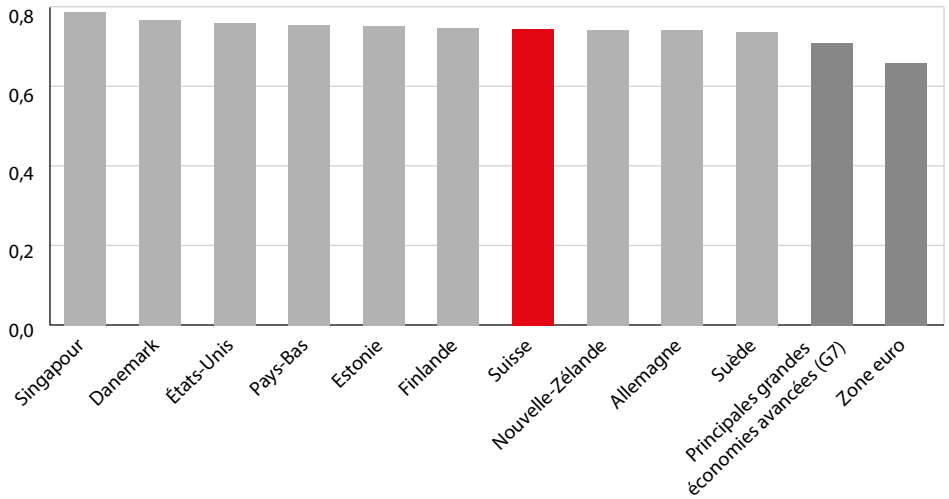
Préserver, améliorer les conditions-cadres est de notre ressort. Nous adapter à la révolution technologique en cours dans le monde, la quatrième révolution industrielle, celle des données et de l'intelligence artificielle (IA), l'est également. La Suisse peut s'appuyer sur ses pôles d'innovation, ses écoles polytechniques fédérales, ses hautes écoles spécialisées, ses universités et son industrie. Elle est d'ailleurs bien classée à l'Indice de préparation à l'IA du FMI.

La compétition est toutefois rude, avec des outsiders comme la Chine qui parviennent à faire partie du groupe de tête et des poids lourds comme les États-Unis qui affichent des investissements se chiffrant en centaines ou en milliers de milliards de dollars. Il y a cependant deux manières de rester dans la course: être à la pointe au niveau des outils ou des utilisations. L'un n'exclut pas l'autre, mais la première demande des moyens colossaux, de sorte que c'est plutôt la deuxième option qui semble pertinente pour la Suisse romande et la Suisse. L'IA n'est pas forcément une fin en soi, elle est aussi un moyen d'améliorer des processus, de production, de gestion ou de recherche.

Indice de préparation à l'IA

Pour les 10 premiers pays et une sélection de régions. Valeurs sur une échelle de 0 à 1, les valeurs les plus élevées représentant les préparations les plus avancées

Source: FMI



Les exportations face à un vent contraire

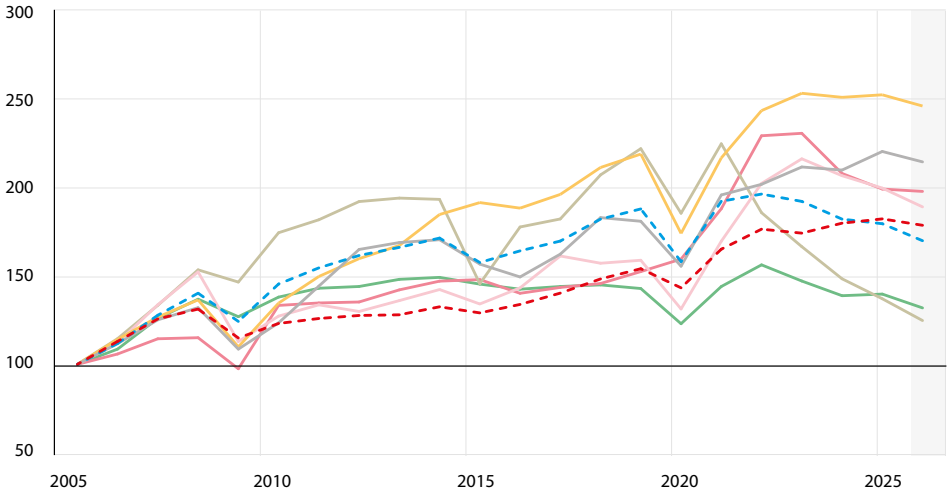
Situation paradoxale

L'introduction par les États-Unis de droits de douane élevés sur certaines catégories de marchandises a eu un effet paradoxal. Ces nouvelles taxes ont soutenu les exportations visant à alimenter les stocks en anticipation de leur entrée en vigueur. De plus, les ventes de métaux précieux, non taxées, ont fortement augmenté et contribué à plus de 90% de la hausse de 17,1% des exportations nationales (total général) en 2025. Elles ont aussi contribué à la hausse des exportations romandes de 1,7%. Mais sans les métaux précieux (total conjoncturel), celles-ci se sont inscrites en recul de 1,4%.

La plupart des catégories de marchandises, chimie-pharma, machines, instruments de précision (notamment produits de la medtech) ou articles horlogers, ont été en légère baisse. En revanche, grâce aux produits à base de café, les exportations de l'industrie alimentaire ont légèrement augmenté. Sur le plan géographique, les ventes de produits romands ont été stables en Europe malgré une légère baisse dans la zone euro. Aux États-Unis, elles se sont inscrites en hausse grâce aux métaux précieux; sans ceux-ci, elles ont baissé. Vers l'Asie, les exportations se sont inscrites en repli.

Les données suisses sur les neuf premiers mois de 2026 (l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières ne publie plus de données mensuelles cantonales) montrent qu'une poursuite de l'évolution observée l'an dernier est vraisemblable. Sur le plan national, les exportations sont en légère hausse grâce au soutien des métaux précieux et, sans ceux-ci, elles sont en baisse. Les exportations romandes n'échappent pas à l'environnement actuel et un bilan négatif pour l'ensemble de l'année semble donc se dessiner.

Évolution comparée des exportations suisses, romandes et par canton romand



Indices: 2005 = 100
2026 = estimations; en raison des incertitudes, valeurs illustratives

Exportations par habitante ou par habitant

En francs courants

Total conjoncturel (sans métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, antiquités et objets d'art)

Classement selon les données 2025

	2023	2024	2025
Neuchâtel	93 191	82 417	75 768
Genève	44 314	43 360	43 122
Jura	44 571	42 433	40 807
Vaud	18 546	17 306	17 248
Fribourg	15 677	15 317	15 892
Valais	14 581	12 949	12 240
Suisse romande	**29 844**	**27 948**	**27 261**
Suisse	30 585	31 268	31 427

PIB 2025 ainsi que prévisions 2026 et 2027 par secteur et par branche

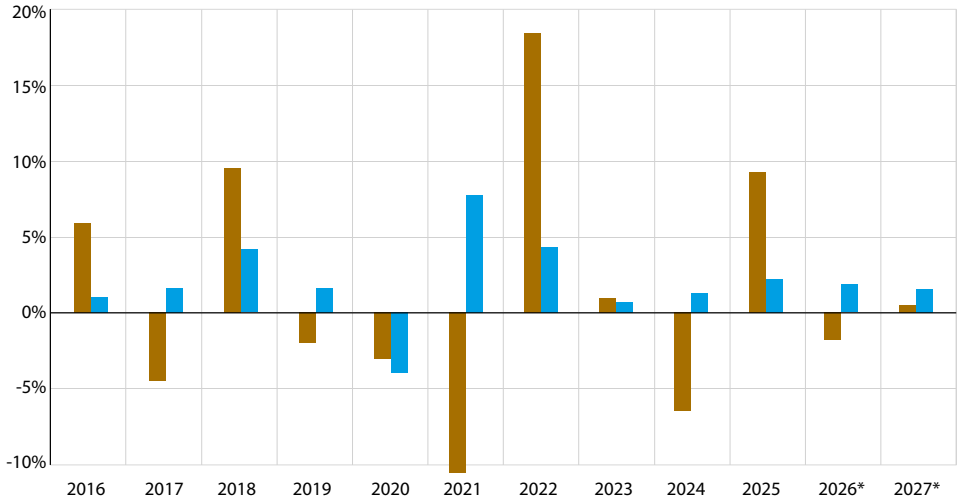
Primaire: production en hausse

Alors que 2025 a fait partie des années les plus chaudes depuis le début des mesures en 1864, l'agriculture a été confrontée à plusieurs défis. D'un côté, un hiver doux ainsi qu'un printemps précoce et sec ont favorisé l'avancement des travaux des champs. De l'autre, les ressources en eau s'en sont aussi trouvées sous pression. De plus, des problèmes logistiques et des goulots d'étranglement ont touché des filières comme celle de la betterave, tandis que les droits de douane américains ont pesé sur la production fromagère. Globalement, la valeur de la production a augmenté de 5,5%, selon les comptes régionaux de l'agriculture de l'OFS. Les revenus tirés des cultures végétales ont progressé (+9,2%), notamment grâce aux grandes cultures. La production animale a aussi été en hausse, mais dans une moindre mesure (+2,3%). Quant à la valeur ajoutée du secteur primaire, elle a augmenté de 9,3% en 2025. Elle pourrait se replier en 2026 (-1,8%) et se stabiliser en 2027 (+0,5%).

Évolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Secteur primaire
Suisse romande

*Prévisions



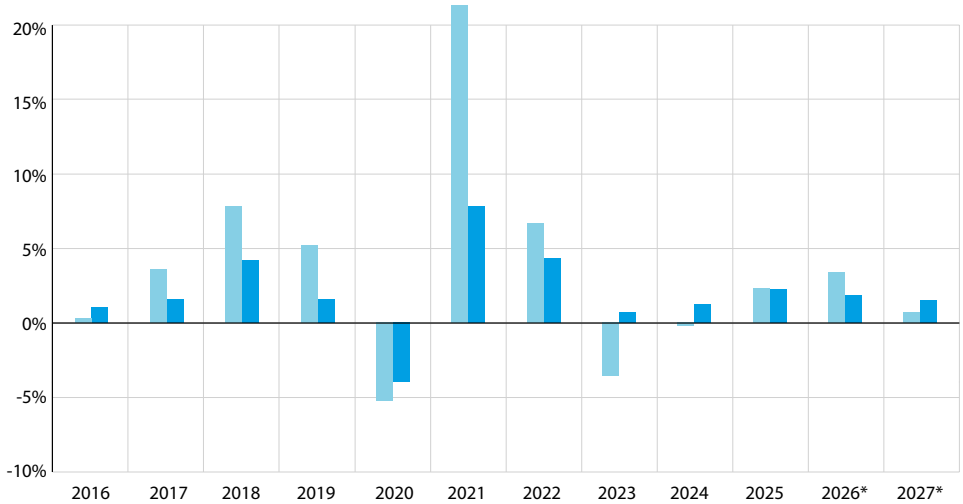
Contrastes dans le secondaire

Les branches du secondaire ont été confrontées à des vents divergents. Tournée vers le marché domestique, la construction a bénéficié d'une activité solide en 2025, avec des bémols: notamment, la construction de logements est restée globalement insuffisante, comme en témoigne la baisse à 1,0% du taux de logements vacants en Suisse romande. Dans l'industrie manufacturière, le contexte conjoncturel mondial a notamment été perturbé par l'introduction aux États-Unis de droits de douane touchant à des degrés divers tous ses partenaires commerciaux; les fabricants de machines ont été freinés, tandis que la chimie-pharma, épargnée par ces taxes, a poursuivi son développement. La valeur ajoutée a augmenté de 2,3% l'an dernier. Malgré un contexte mondial toujours perturbé, les conséquences de la guerre au Moyen-Orient se combinant aux effets de la politique commerciale américaine, l'activité reste solide cette année et la valeur ajoutée est attendue en hausse de 3,4%. L'an prochain, un tassement à 0,7% est possible.

Évolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Secteur secondaire
Suisse romande

*Prévisions



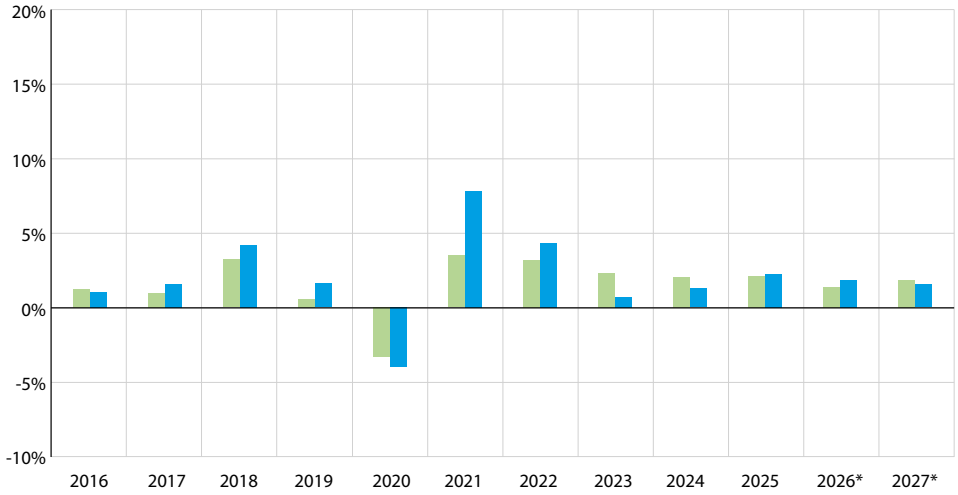
Stabilité du tertiaire

Le secteur tertiaire n'est pas insensible à la conjoncture, mais l'évolution de sa valeur ajoutée est plus stable dans le temps que celle du primaire et du secondaire. Sur la durée, il joue son rôle de stabilisateur de l'économie romande. En 2025, sa valeur ajoutée a augmenté de 2,1%, un chiffre en ligne avec celui de l'année précédente (2,1%) et la moyenne des vingt dernières années (2,0%). La plupart des activités de services se sont développées positivement et devraient continuer sur leur lancée, malgré l'environnement chahuté. L'augmentation de la valeur ajoutée est ainsi attendue à 1,4% en 2026 et à 1,8% pour 2027. Ces chiffres sont à considérer avec prudence en raison des incertitudes présentes sur la conjoncture.

Évolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Secteur tertiaire
Suisse romande

*Prévisions



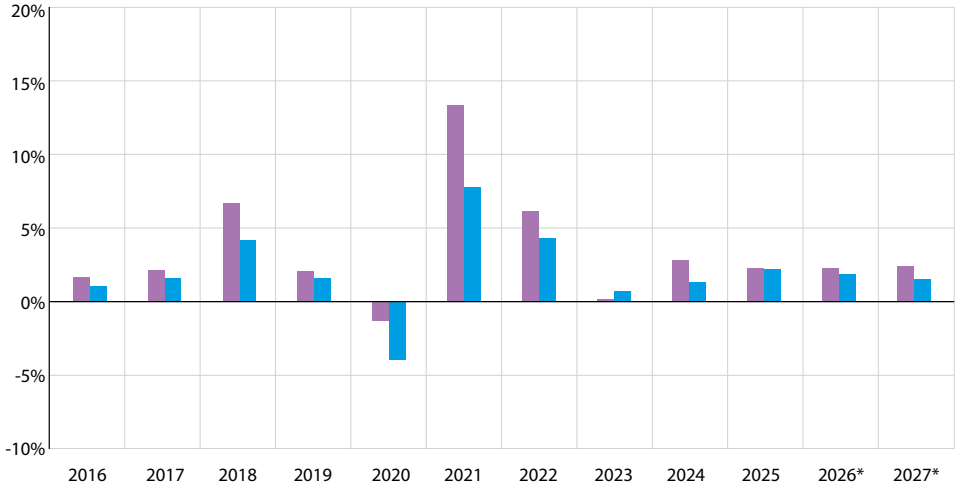
Le quaternaire aidé par sa diversité

Qu'elles soient tournées vers la demande internationale ou domestique, les activités faisant partie du secteur quaternaire, c'est-à-dire des branches du secondaire et du tertiaire dans lesquelles le savoir-faire, l'innovation et la valeur ajoutée sont déterminants, se sont bien développées en 2025. Malgré le manque de dynamisme de la conjoncture internationale et les droits de douane américains, leur valeur ajoutée a augmenté de 2,3%, bénéficiant de la diversité de leurs activités. Dans un contexte toujours incertain, la croissance est à nouveau attendue à 2,3% cette année, et à 2,4% l'an prochain.

Évolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
Suisse romande

*Prévisions



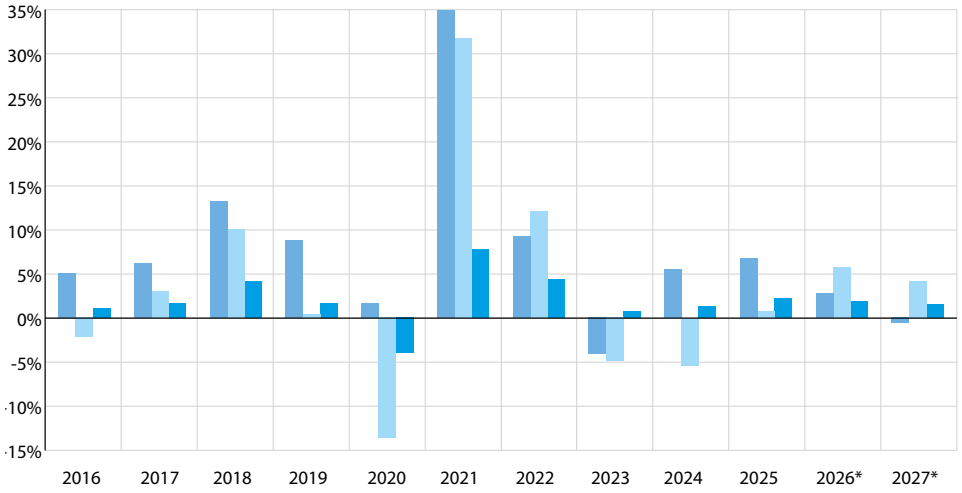
Trajectoires différentes dans les branches industrielles

Une année de contrastes: après un début sur fond de manque d'élan de l'économie mondiale – en particulier dans la zone euro –, 2025 a vu les États-Unis adopter au printemps une nouvelle politique commerciale basée sur des droits de douane additionnels plus ou moins élevés sur une partie des marchandises provenant de l'ensemble de leurs partenaires commerciaux; pour la Suisse, ce fut d'abord 10%, puis 39% et enfin 15%, les médicaments, les métaux précieux ou certaines denrées alimentaires en étant exemptés. Paradoxalement, cette situation a, dans un premier temps, soutenu la production dans le but d'alimenter les stocks outre-Atlantique avant l'introduction de ces taxes. En recul les années précédentes, l'industrie des machines, la fabrication d'instruments de précision et l'horlogerie ont vu leur valeur ajoutée se stabiliser en 2025 (+0,8%). La chimie-pharma a, pour sa part, progressé de 6,8%. Les premières pourraient continuer sur leur lancée en 2026 et 2027, avec des hausses de respectivement 5,8% et 4,2%. Quant à la seconde, sa valeur ajoutée pourrait augmenter à un rythme plus modéré cette année, de 2,8%, puis se replier de 0,6% l'an prochain.

Évolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

Chimie, pharma
Machines, instruments, horlogerie
Suisse romande

*Prévisions



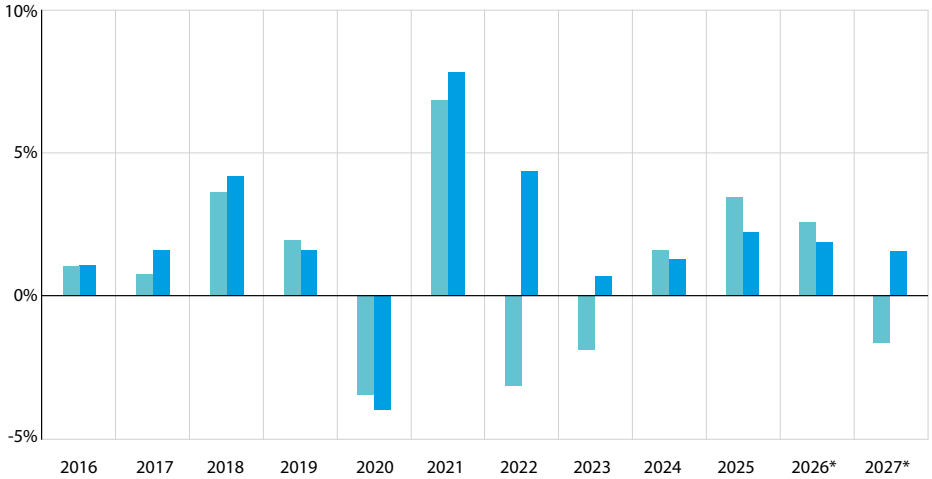
La construction se remet

Grâce à la production de logements, la construction a pu renouer avec la croissance. La hausse de sa valeur ajoutée de 3,4% en 2025 a contrasté avec l'évolution des années précédentes, marquées notamment par l'envol des prix des matériaux et de l'énergie. La branche bénéficie d'une dynamique démographique toujours solide en Suisse romande, avec une hausse de la population résidente permanente de 1,1% l'an dernier et d'environ 1% cette année, qui alimente la demande de logements. Le bas niveau des taux d'intérêt constitue un autre facteur de soutien. Cependant, le nombre de nouveaux logements n'est pas suffisant, comme le montre la baisse du taux de vacance à 1,0% cette année. Il manque environ 6 600 logements en Suisse romande pour que ce taux puisse s'inscrire à 1,5%, la valeur considérée comme correspondant à un marché équilibré. Cette année a commencé avec un retour de la hausse des prix de l'énergie et des matériaux, en raison du conflit au Moyen-Orient. La croissance pourrait être ramenée à 2,6% en 2026 et l'évolution de la valeur ajoutée s'inscrire en territoire négatif, à -1,7%, en 2027.

Évolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

Construction
Suisse romande

*Prévisions



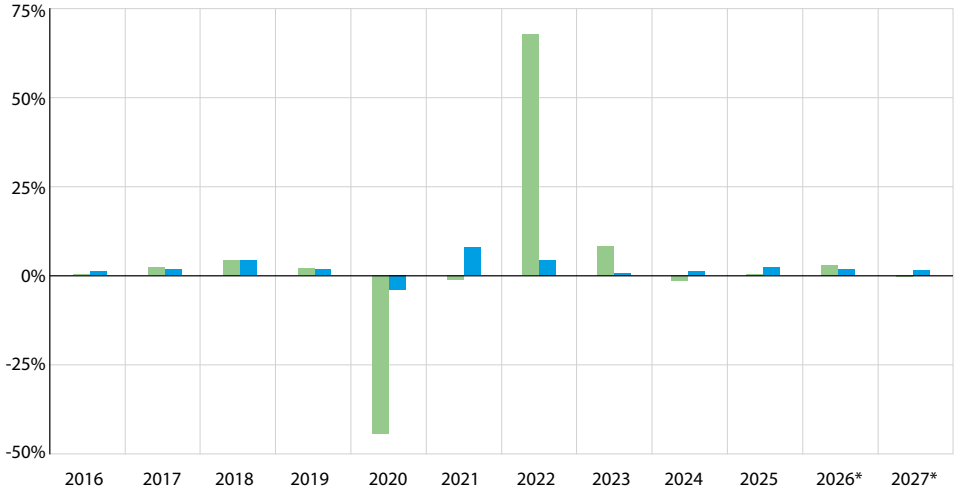
Fréquentation record dans l'hôtellerie

À 12,4 millions, le nombre de nuitées dans les hôtels romands a atteint un nouveau record en 2025. Par rapport à l'année précédente, la hausse s'est inscrite à 3,0%, alimentée par la fréquentation des hôtes indigènes comme étrangers. Parmi ces derniers, les Américains, les Allemands, les Anglais, les Chinois, les Français ou les Japonais ont plus fréquenté les hôtels romands. Dans la restauration, les changements structurels ont continué de peser sur les chiffres d'affaires. Ce faisant, la valeur ajoutée de l'hôtellerie-restauration a augmenté de 0,3%. Cette année, la valeur ajoutée pourrait augmenter de 3,0%. Ce chiffre reste à être confirmé: les nuitées hôtelières ont fléchi de 1,0% entre janvier et août, en lien avec une baisse de 2,8% de la fréquentation des hôtes étrangers que la hausse des hôtes indigènes n'a pas compensée. L'an prochain, la valeur ajoutée pourrait se replier de 0,5%.

Évolution comparée de l'hôtellerie-restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

Hôtellerie-restauration
Suisse romande

*Prévisions



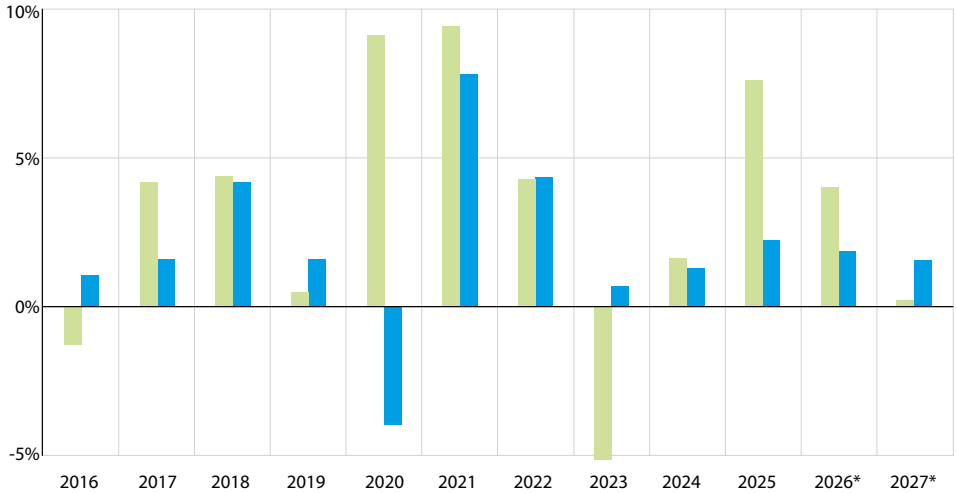
Environnement contrasté pour les services financiers

L'environnement financier est demeuré contrasté en 2025. D'un côté, les principaux indices des marchés des actions ont inscrit de nouveaux records, reflétant notamment l'optimisme suscité par le développement de l'intelligence artificielle. De l'autre, les taux d'intérêt sont restés bas en Suisse: la Banque nationale suisse a ramené son taux directeur à 0%, tandis que le rendement des obligations à 10 ans de la Confédération a évolué en dessous du seuil de 0,5% durant pratiquement toute l'année. En ce qui concerne les assurances, la charge des sinistres causés par des événements naturels a été particulièrement élevée en raison de l'éboulement sur le village haut-valaisan de Blatten. Globalement, cet environnement a été favorable aux services financiers et leur valeur ajoutée a augmenté de 7,6% en 2025. Dans un environnement marqué par une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, les prévisions portent sur une croissance de 4,0% en 2026 et une stabilisation (+0,2%) en 2027.

Évolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

Activités financières et assurances
Suisse romande

*Prévisions



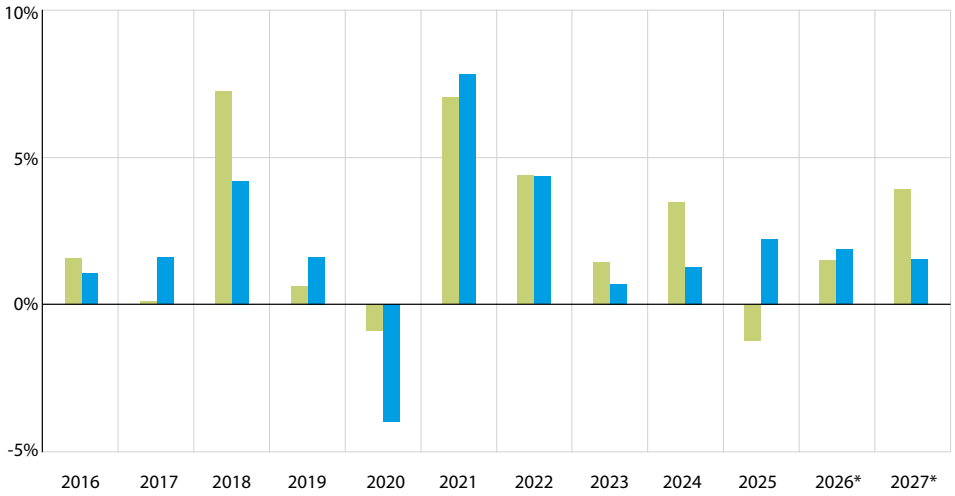
Ralentissement dans les services aux entreprises

L'activité a ralenti dans les services aux entreprises et activités immobilières, avec un repli de 1,2% de leur valeur ajoutée en 2025. Les incertitudes sur la conjoncture, en lien notamment avec la situation géopolitique ou les vents contraires pour les exportateurs aux États-Unis, ont freiné la demande de services et l'évolution de la valeur ajoutée s'est inscrite en net retrait par rapport à la moyenne des vingt dernières années (2,4%). Pour cette année et l'an prochain, les prévisions vont dans le sens d'une normalisation, avec une hausse de la valeur ajoutée de respectivement 1,5% et 3,9%. Ces prévisions sont à considérer avec prudence au vu de l'incertitude prévalant actuellement.

Évolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

Services aux entreprises
Suisse romande

*Prévisions



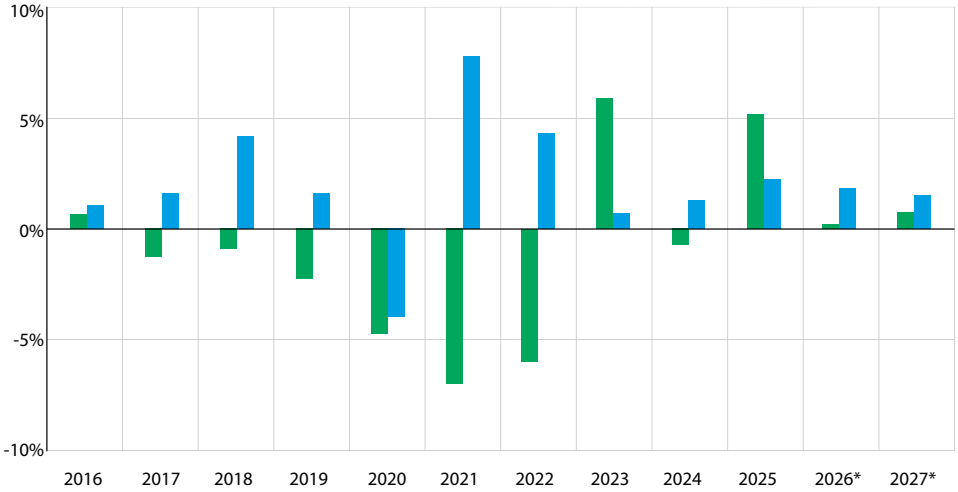
Climat favorable au commerce

La valeur ajoutée du commerce a fortement progressé en 2025, avec une hausse de 5,2%. La consommation est restée solide, en lien notamment avec la poursuite de la dynamique démographique. Hors carburants, les ventes au détail ont augmenté de 1,9% en termes nominaux en 2025. Des hausses dans l'alimentaire, dans les équipements de l'information et de la communication ainsi que dans les équipements du foyer ont compensé la morosité dans les biens culturels et l'habillement. Pour 2026, la hausse des prix de l'énergie provoquée par le conflit au Moyen-Orient a des conséquences sur le commerce, avec, d'un côté, un frein à la progression des dépenses de consommation et, de l'autre, un soutien au commerce de matières premières. La valeur ajoutée est attendue en hausse de 0,2% en 2026 et de 0,7% en 2027.

Évolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

Commerce de gros et de détail
Suisse romande

*Prévisions



Dans la même direction

Malgré un environnement conjoncturel mondial chahuté, notamment par le tournant qu'a pris la politique commerciale américaine, les taux de croissance des cantons romands se sont inscrits en 2025 dans une fourchette peu large, allant de -0,3% à 3,1%. Ils n'ont cependant pas ressenti de la même manière l'évolution du contexte mondial en raison des différences dans les profils de leurs branches et dans la composition de leur économie. Par exemple, certaines activités manufacturières ont été plus touchées que d'autres par les droits de douane perçus sur les produits entrant aux États-Unis. De même, le ralentissement dans les services aux entreprises et activités immobilières a été ressenti différemment d'un canton à l'autre.

Pour 2026, les prévisions de croissance sont plus proches encore l'une de l'autre qu'en 2025, inscrites dans une fourchette allant de 0,9% à 2,4%. Le rebond attendu dans la fabrication de machines, d'instruments de précision et l'horlogerie ne devrait pas profiter qu'aux cantons de l'Arc jurassien. De même, l'embellie dans les services aux entreprises et activités immobilières bénéficie à l'ensemble de la région. Dans le prolongement de cette année, les évolutions du PIB attendues en 2027 s'inscrivent dans une fourchette assez étroite, entre 1,1% et 2,0%.

Les prévisions sont cependant à considérer avec prudence, les facteurs d'incertitude étant nombreux. Aux effets de la nouvelle politique commerciale américaine s'ajoutent les tensions géopolitiques, notamment la guerre au Moyen-Orient, un niveau d'endettement élevé dans certains pays, les questions sur le financement des investissements dans l'intelligence artificielle ou une conjoncture peu dynamique dans la zone euro. D'autres facteurs, tels que l'évolution du cours du franc ou les relations entre la Suisse et l'Union européenne, demeurent présents.

Évolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)

*Prévisions

Les cantons romands en quelques chiffres et comparaison avec la Suisse romande et la Suisse

	Population 2025	Superficie (km²)	Habitants/km²	PIB nominal* 2025 (CHF mio)	PIB nominal*/ habitant (CHF)	Équivalents plein temps (EPT, 2025**)	PIB nominal*/ EPT (CHF)
Fribourg	350 918	1 671	210	23 810	67 850	127 304	187 032
Genève	537 191	282	1 902	67 536	125 721	338 091	199 757
Jura	75 178	839	90	6 356	84 546	37 874	167 817
Neuchâtel	180 302	803	225	20 743	115 045	91 666	226 287
Valais	376 113	5 224	72	24 609	65 429	162 511	151 428
Vaud	864 200	3 212	269	72 219	83 567	416 028	173 591
Suisse romande	2 383 902	12 032	198	215 272	90 302	1 173 475	183 448
Suisse	9 127 100	41 285	221	813 917	89 176	4 232 790	192 288

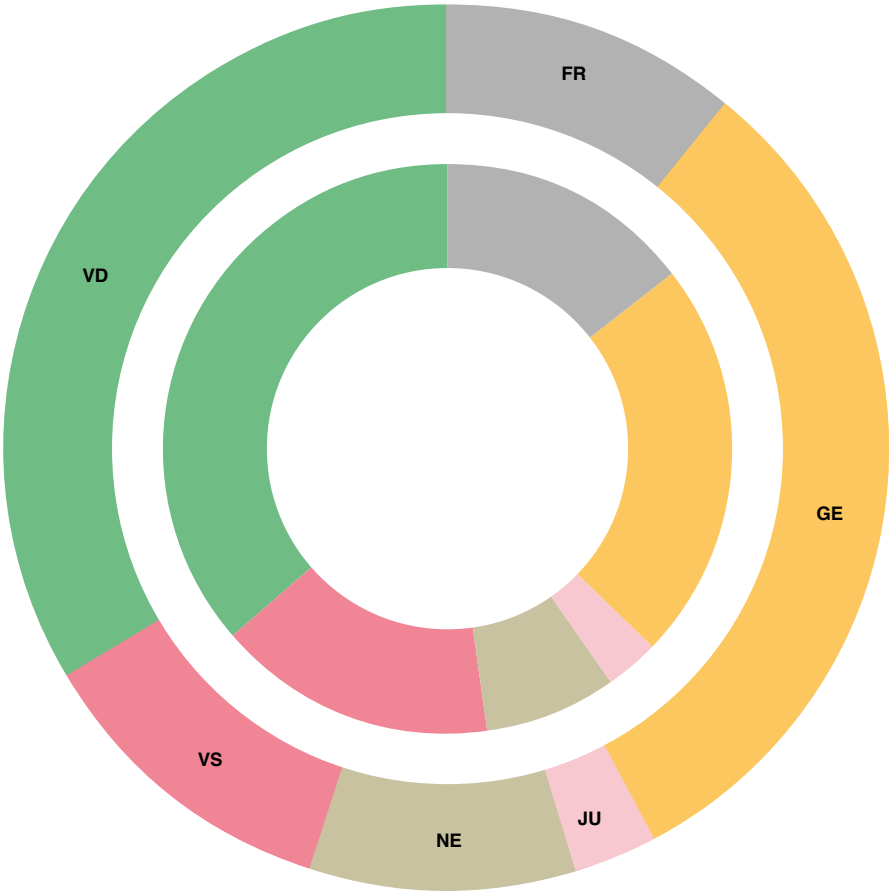
* Après impôts, moins subventions, épuré des effets des grands événements sportifs internationaux
** Estimation

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB par canton

	Part de la population	Part du PIB*
Fribourg	15%	11%
Genève	23%	31%
Jura	3%	3%
Neuchâtel	8%	10%
Valais	16%	11%
Vaud	36%	34%

*Nominal, après impôts moins subventions, épuré des effets des grands événements sportifs internationaux

Centre du graphique: part de la population romande
Périphérie: part du PIB romand



FRIBOURG

Un mix d'activités porteur

Décomposition du PIB fribourgeois (valeurs moyennes 2016-2025, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**1,7%**
Secteur secondaire	**30,2%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	6,3%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	8,3%
Machines, instruments, horlogerie	7,3%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,7%
Construction	6,5%
Secteur tertiaire	**68,1%**
Commerce de gros et de détail, réparations	15,1%
Hôtellerie-restauration	1,7%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,8%
Activités financières et assurances	4,7%
Activités immobilières, services aux entreprises	18,3%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,7%
Autres	0,9%

Sans être un canton industriel, Fribourg fait partie des cantons dans lesquels la part du secteur secondaire dans le PIB est sensiblement plus élevée qu'en moyenne romande: 30,2% en moyenne entre 2016 et 2025. Cela s'explique notamment par une industrie alimentaire (6,3%) et une branche de la construction (6,5%) assez développées. L'industrie des machines (7,3%) est également très présente dans le canton, sans toutefois s'écarter de la moyenne romande. Dans le tertiaire, il en va de même pour le commerce (15,1%).

L'économie fribourgeoise a fortement profité ces dernières années de la progression du secteur tertiaire, en particulier du commerce et des activités de services, ainsi que de l'activité de construction. Fribourg est le champion suisse de la démographie, avec une hausse de sa population de 12,5% entre 2016 et 2025. Il affiche un taux de chômage (2,6% en 2025, 2,5% en septembre 2026) plus bas que la moyenne romande (respectivement 4,0% et 4,3%) et proche de la moyenne suisse (2,8% et 3,0%).

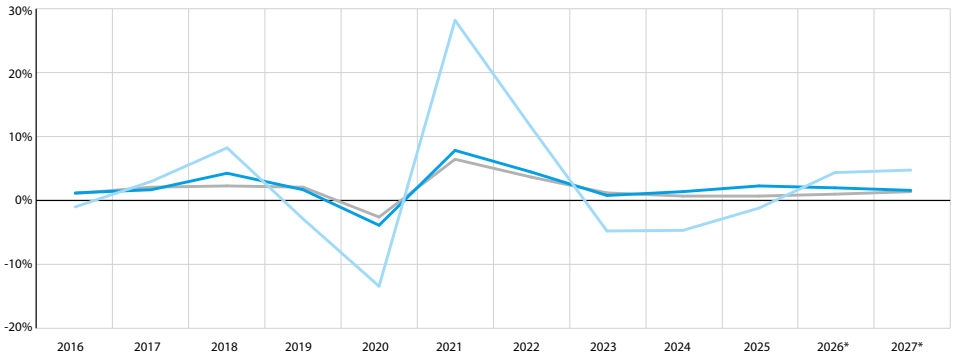
Avec un PIB en hausse de 0,6% en 2025, la croissance dans le canton de Fribourg a été en retrait de la moyenne romande, le manque d'élan touchant le secondaire comme le tertiaire. Fribourg devrait voir son PIB progresser de 0,9% cette année et de 1,3% l'an prochain.

Fribourg

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Fribourg

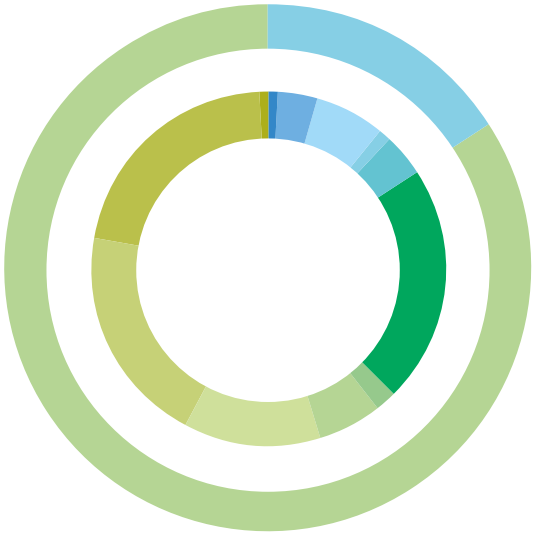
*Prévisions



GENÈVE Forte empreinte de la place internationale

Décomposition du PIB genevois (valeurs moyennes 2016-2025, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**0,2%**
Secteur secondaire	**15,8%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	0,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	3,5%
Machines, instruments, horlogerie	6,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	4,0%
Secteur tertiaire	**84,0%**
Commerce de gros et de détail, réparations	21,7%
Hôtellerie-restauration	2,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,7%
Activités financières et assurances	12,6%
Activités immobilières, services aux entreprises	20,0%
Administration publique, santé, éducation, sports	21,5%
Autres	0,6%



Avec plus de 8 francs sur 10 issus des activités de services, l'économie genevoise est un cas à part. Le secteur tertiaire représente 84,0% du PIB cantonal, ce qui est notamment dû à des parts plus importantes que la moyenne de la branche du commerce (21,7%) et des services financiers (12,6%). Cela s'explique par le statut de Genève, ville internationale et ville centre, ainsi que par sa place financière et son pôle de négoce de matières premières. Le canton abrite aussi des industries chimiques (arômes) et horlogères importantes.

L'économie genevoise a notamment été freinée ces dernières années par les changements dans la gestion de fortune transfrontalière, avec l'introduction de l'échange automatique de renseignements fiscaux et le renforcement de la réglementation. Le développement du négoce de matières premières et des activités associées, telles que le financement, a partiellement compensé ce manque à gagner. La démographie cantonale a été relativement dynamique, avec une hausse de la population de 9,7% entre 2016 et 2025. Traditionnellement, le taux de chômage (4,7% en 2025, 5,3% en septembre 2026) est plus élevé que la moyenne romande.

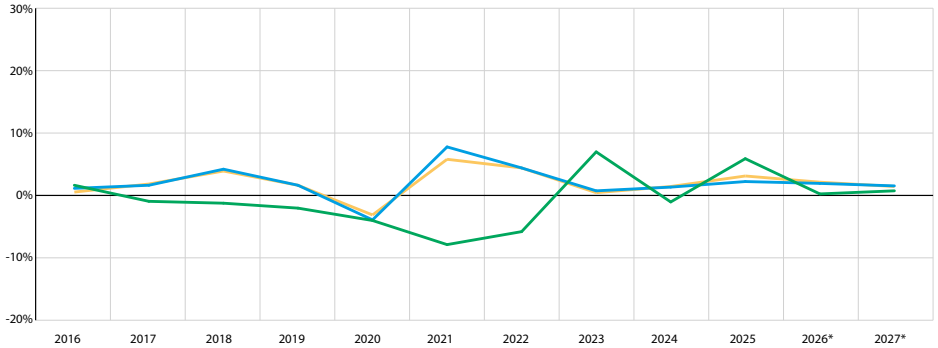
Le PIB genevois a progressé de 3,1% l'an dernier, plus que la moyenne romande grâce au soutien du commerce et des services financiers. Cette année et l'an prochain, des hausses de 2,1% et 1,4% sont attendues.

Genève

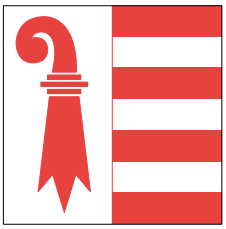
Évolution comparée du commerce de gros et de détail et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande
- PIB Genève

*Prévisions



JURA L'industrie manufacturière au premier plan



Décomposition du PIB jurassien (valeurs moyennes 2016-2025, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**1,5%**
Secteur secondaire	**48,8%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	9,9%
Machines, instruments, horlogerie	28,8%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	5,2%
Secteur tertiaire	**49,7%**
Commerce de gros et de détail, réparations	9,8%
Hôtellerie-restauration	1,2%
Transports, postes, télécommunications, édition	3,1%
Activités financières et assurances	3,5%
Activités immobilières, services aux entreprises	13,2%
Administration publique, santé, éducation, sports	18,4%
Autres	0,7%

Le canton du Jura, avec celui de Neuchâtel, est l'un des deux cantons manufacturiers de Suisse romande. Son secteur secondaire pèse 48,8% (moyenne entre 2016 et 2025) de son PIB, en raison notamment des parts élevées de l'industrie des machines et de l'horlogerie (28,8%) ainsi que de la chimie-pharma (9,9%), plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie jurassienne a profité ces dernières années du développement de ces groupes de branches. La construction et le commerce ainsi que les services financiers, les services aux entreprises et les activités immobilières ont également contribué à la croissance. La population de ce canton frontalier a augmenté de 2,8% entre 2016 et 2025. Le taux de chômage (5,0% en 2025, 4,2% en septembre 2026) est un peu au-dessus de la moyenne romande.

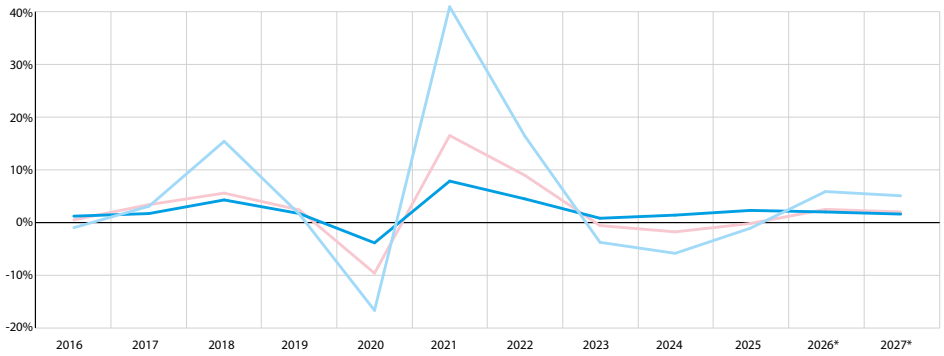
En raison du manque d'élan de branches manufacturières et des services aux entreprises, le canton du Jura a vu son PIB reculer de 0,3% en 2025. La croissance pourrait rebondir à 2,4% en 2026 et 1,9% en 2026, des rythmes plus rapides que la moyenne romande.

Jura

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Jura

*Prévisions



NEUCHÂTEL

Tourné vers les exportations

Décomposition du PIB neuchâtelois (valeurs moyennes 2016-2025, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**0,6%**
Secteur secondaire	**50,5%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	4,7%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	13,0%
Machines, instruments, horlogerie	27,0%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,4%
Construction	4,4%
Secteur tertiaire	**48,9%**
Commerce de gros et de détail, réparations	9,4%
Hôtellerie-restauration	1,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	2,5%
Activités financières et assurances	2,9%
Activités immobilières, services aux entreprises	15,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	17,3%
Autres	0,7%

Avec le Jura, Neuchâtel constitue l'un des pôles manufacturiers de la Suisse romande. Représentant 50,5% du PIB cantonal (moyenne entre 2016 et 2025), le secteur secondaire est très développé. L'industrie des machines et l'horlogerie (27,0%) ainsi que la chimie-pharma (13,0%) sont sensiblement plus présentes qu'en moyenne romande.

La progression ces dernières années des activités manufacturières, en particulier de la chimie-pharma, a bénéficié à l'économie neuchâteloise. La croissance du canton a également été alimentée par la construction, le commerce, les services financiers ou les services aux entreprises et activités immobilières. La population a augmenté de 1,0% entre 2016 et 2025. Le taux de chômage (4,5% en 2025 et 4,4% en septembre 2026) est légèrement au-dessus de la moyenne romande.

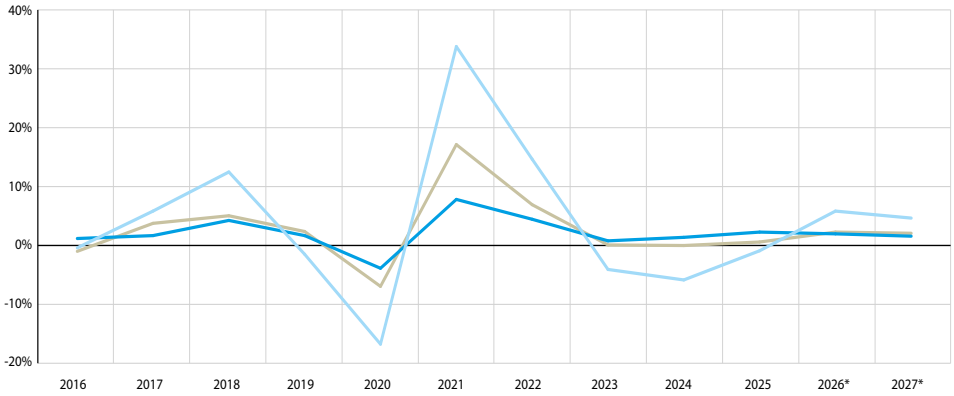
En raison du manque d'élan de l'industrie des machines, de l'horlogerie et des services aux entreprises, la croissance du PIB neuchâtelois n'a été que de 0,5% en 2025. Elle pourrait en revanche remonter à 2,2% en 2026 et à 2,0% en 2027.

Neuchâtel

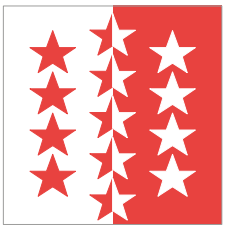
Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Neuchâtel

*Prévisions



VALAIS Forte présence de la chimie-pharma et de l'énergie



Décomposition du PIB valaisan (valeurs moyennes 2016-2025, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**1,6%**
Secteur secondaire	**30,3%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,3%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	13,1%
Machines, instruments, horlogerie	2,5%
Production et distribution d'électricité et d'eau	4,7%
Construction	6,7%
Secteur tertiaire	**68,1%**
Commerce de gros et de détail, réparations	11,8%
Hôtellerie-restauration	3,8%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,8%
Activités financières et assurances	4,6%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,5%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,6%
Autres	1,0%

L'économie du Valais est diversifiée. Sa réputation en tant que destination touristique se reflète dans une part de l'hôtellerie et de la restauration (3,8%) plus élevée qu'en moyenne romande. Une autre caractéristique réside dans le poids élevé du secondaire (30,3%) dans le PIB cantonal. La chimie-pharma (13,1%), la production d'énergie (4,7%) et la construction (6,7%) sont plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie valaisanne a notamment bénéficié ces dernières années du développement de la chimie-pharma. Le commerce, les services financiers ainsi que les services aux entreprises et activités immobilières ont également alimenté la croissance. La démographie a été dynamique, avec une hausse de la population de 10,9% entre 2016 et 2025. Le canton connaît un taux de chômage (3,1% en 2025, 3,1% en septembre 2026) plus bas que la moyenne romande.

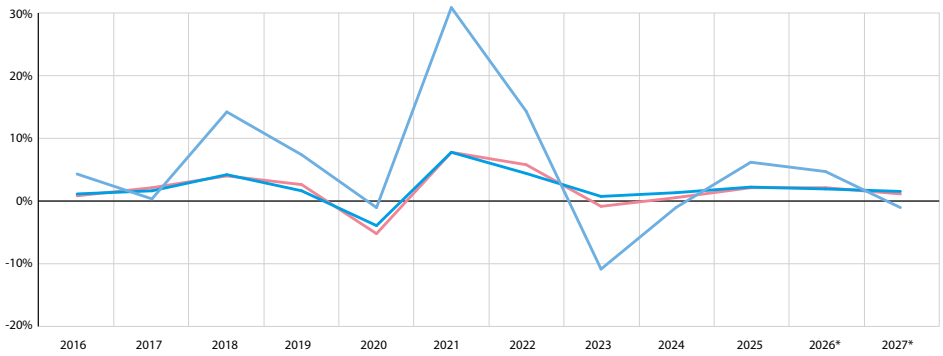
Soutenu par les secteurs secondaire et tertiaire, le PIB du Valais a augmenté de 2,1% en 2025. La croissance pourrait s'inscrire à nouveau à 2,1% en 2026, puis se replier à 1,1% en 2027.

Valais

Évolution comparée de la chimie-pharma et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)

- Chimie-pharma
- Suisse romande
- PIB Valais

*Prévisions



VAUD Très diversifié

Décomposition du PIB vaudois (valeurs moyennes 2016-2025, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**1,0%**
Secteur secondaire	**20,4%**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,5%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	7,6%
Machines, instruments, horlogerie	4,6%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,6%
Construction	4,2%
Secteur tertiaire	**78,6%**
Commerce de gros et de détail, réparations	15,2%
Hôtellerie-restauration	1,8%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,7%
Activités financières et assurances	6,7%
Activités immobilières, services aux entreprises	24,7%
Administration publique, santé, éducation, sports	24,6%
Autres	0,9%

L'économie vaudoise est, de prime abord, celle qui ressemble le plus à la moyenne romande ou suisse, avec près de quatre cinquièmes de tertiaire (78,6%), un cinquième de secondaire et un pour cent de primaire. Parmi ses branches phares se trouvent notamment les services aux entreprises et activités immobilières (24,7%), en lien notamment avec la présence dans le canton de quartiers généraux d'entreprises internationales et de fédérations sportives. Le canton abrite également des entreprises de secteurs variés: horlogerie, industrie alimentaire, pharma, machines, etc.

La chimie-pharma a d'ailleurs été l'un des principaux moteurs de la croissance de ces dernières années, aux côtés du commerce, des services financiers et des services aux entreprises et activités immobilières. Le canton se distingue aussi par une démographie dynamique, avec une hausse de sa population de 10,0% entre 2016 et 2025. Il affiche un taux de chômage (4,5% en 2025, 4,9% en septembre 2026) légèrement au-dessus de la moyenne romande.

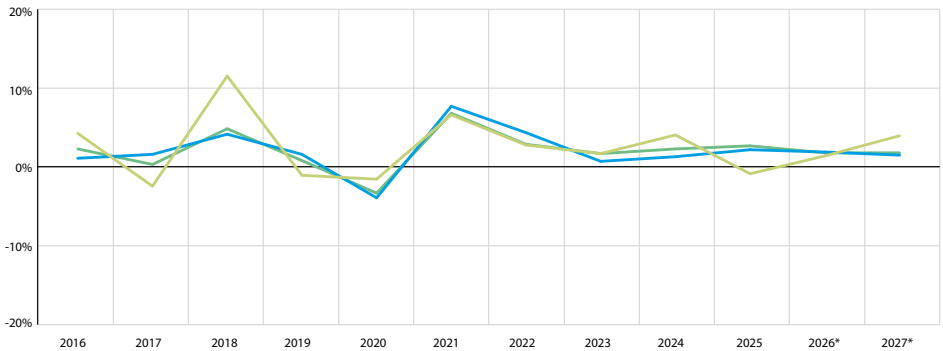
Soutenue par la chimie-pharma, le commerce et les services financiers, la croissance s'est inscrite à 2,7% l'an dernier. Elle est attendue en repli cette année, à 1,8%, puis à nouveau à 1,8% l'an prochain.

Vaud

Évolution comparée des services aux entreprises et activités immobilières et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Services aux entreprises et activités immobilières
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions



RETOUR SUR LES PRÉVISIONS

Les estimations de croissance sont un art complexe. De la fin d'une année à la publication des premiers comptes nationaux par l'OFS s'écoulent environ trois trimestres. Pour les comptes cantonaux de l'OFS, il faut compter – sauf imprévu – près de deux ans. Entre-temps, le Seco diffuse une série d'estimations nationales, qui peuvent être sensiblement révisées d'une fois à l'autre. Ces révisions se répercutent sur les estimations des PIB cantonaux. De même, d'autres statistiques utilisées pour le calcul des PIB cantonaux font également l'objet de révisions périodiques. La méthodologie est expliquée en page 27.

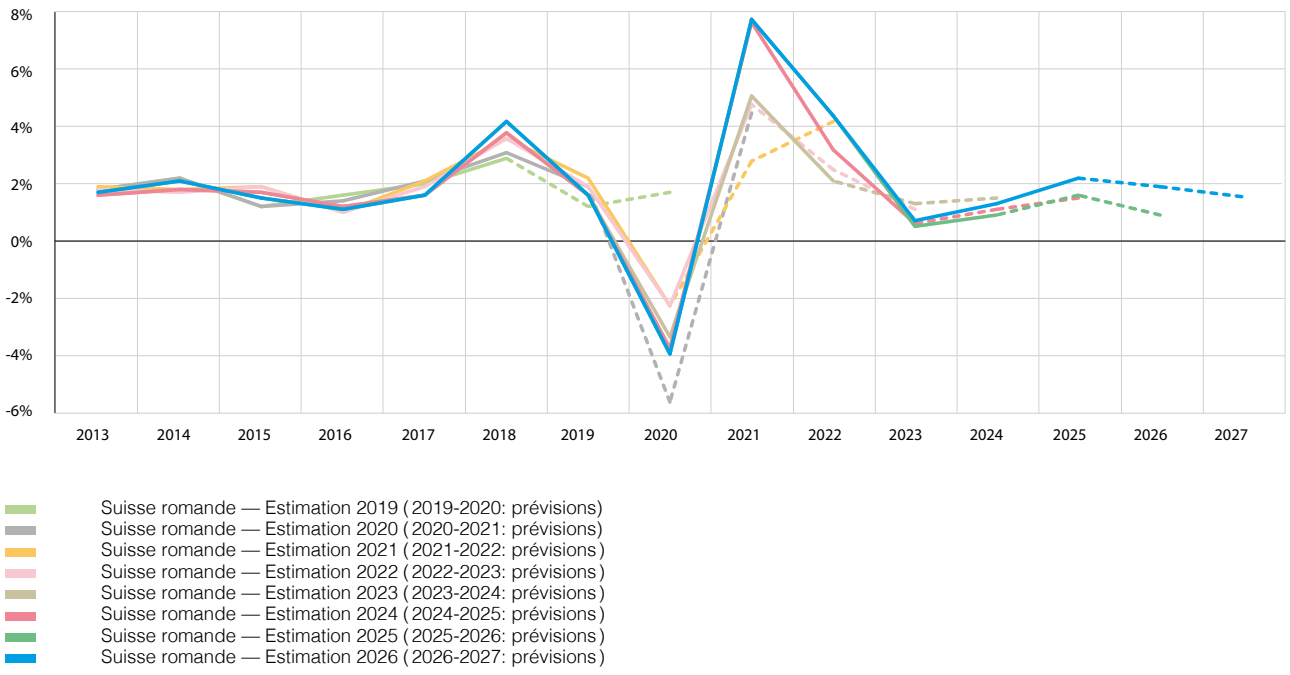
Il s'ensuit que les données chiffrées du PIB romand peuvent quelque peu varier d'une édition à la suivante. Cependant, sur le long terme, celles-ci sont relativement cohérentes et donnent une bonne vue de la dynamique économique.

C'est également le cas des prévisions, même si elles peuvent aussi être entachées d'erreurs plus ou moins sensibles. Ces dernières peuvent être dues en partie à des révisions de statistiques, mais aussi au fait que des éléments qui façonneront les années sur lesquelles les prévisions portent ne sont pas encore connus ou sont difficiles à anticiper à l'instant où les prévisions sont établies. Prédire l'avenir n'est pas plus simple que mesurer le passé.

À ce titre, la crise du Covid-19, suivie de près par la guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie, la flambée d'inflation, les risques de pénurie d'énergie, puis, l'an dernier, l'introduction par les États-Unis de droits de douane élevés sur de nombreux biens importés et, cette année, le début du conflit au Moyen-Orient font partie des surprises importantes pour l'économie suisse et romande. Avant cela, la crise financière et économique de 2008-2009 ou l'abandon par la Banque nationale suisse (BNS) du cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro en 2015 avaient conduit à des révisions à la baisse des prévisions.

Les surprises peuvent aussi être positives et se traduire par des révisions à la hausse des estimations et des prévisions. C'est notamment ce qui s'est passé entre 2020 et 2021: les premières prévisions de l'impact de la crise du Covid-19 vers la mi-2020 étaient très pessimistes. Une année plus tard, les estimations ont montré des conséquences sérieuses, mais sans commune mesure avec les premières prévisions.

Comparaison des estimations du PIB romand (valeurs réelles)



Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour les déterminer, le point de départ réside dans les estimations du PIB suisse du Seco et de l'OFS et leurs découpages en branches: il s'agit d'évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches. Le calcul du PIB romand est confié aux économistes Claudio Sfreddo (chef de projet depuis 2008) et Giuliano Bianchi, de l'Institut Quantitas pour l'analyse et la prévision économiques, hébergé à l'EHL et rattaché à la HES-SO. La méthode repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le Seco, ainsi que les estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant pour ce document sur les années 2008 à 2022, les données 2023 et 2024 n'étant pas disponibles au moment des calculs). Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Cette valeur ajoutée unitaire (VAU) correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les VAU ne sont pas identiques sur les plans cantonal et suisse, et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires distincts. Des VAU par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en EPT).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements intègrent les impôts et les subventions. Les PIB cantonaux sont enfin additionnés pour donner le PIB romand.

Relativement simple conceptuellement, cette méthode implique une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. La méthode est susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestriel de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international, apprécié par une palette de prévisions: croissance du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine, évolution des prix du pétrole, de la valeur externe du franc, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur la base de données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands et par trimestre, avant d'être agrégées au niveau souhaité. Étant donné l'incertitude pesant sur l'économie mondiale, les prévisions doivent être interprétées avec prudence.

Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données historiques et les prévisions ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse depuis quelques années pour des raisons comptables, mais sans effet sur la conjoncture.

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants:

www.bcf.ch www.bcvs.ch www.bcj.ch
www.bcn.ch www.bcge.ch www.bcv.ch
www.forumdes100.ch

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:
• Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
• Aline Bassin, *Le Temps*, cheffe de la rubrique Économie
• Christine Carrard, responsable communication, BCF
• Fabienne Courvoisier, responsable communication et pôle économique, BCN
• Philippe Glassey, responsable communication et marketing, BCVS
• Nathalie Simon, responsable marketing, communication et relations publiques, BCJ
• Christophe Weber, chef corporate affairs et communication, BCGE
• Claudio Sfreddo, économiste, Quantitas/HES-SO
• Giuliano Bianchi, économiste, Quantitas/HES-SO

Image de couverture: J Studios

Maquette et mise en page: Stefan Könnecke, kosdesign, Vevey

© 27 octobre 2026, banques cantonales romandes et Forum des 100.

L’économie de la Suisse romande en six points

- **PIB nominal en 2025: 215,3 milliards de francs**
- **Poids dans le PIB suisse en 2025: 26,4%**
- **Hausse du PIB en termes réels en 2025: 2,2%**
- **Croissance en termes réels attendue en 2026: 1,9%**
- **Prévision de croissance pour 2027: 1,5%**
- **Une économie résistante dans un environnement chahuté**